



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/45/314
18 juin 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

Quarante-cinquième session
Points 47, 48, 50, 58 a) et m) et 74
de la liste préliminaire*

APPLICATION DE LA RESOLUTION 44/104 DE L'ASSEMBLEE GENERALE
RELATIVE A LA SIGNATURE ET A LA RATIFICATION DU PROTOCOLE
ADDITIONNEL I AU TRAITE VISANT L'INTERDICTION DES ARMES
NUCLEAIRES EN AMERIQUE LATINE

CESSATION DE TOUTES LES EXPLOSIONS NUCLEAIRES EXPERIMENTALES
NECESSITE URGENTE DE CONCLURE UN TRAITE D'INTERDICTION COMPLETE
DES ESSAIS NUCLEAIRES

DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET :
NOTIFICATION DES ESSAIS NUCLEAIRES
INTERDICTION DE DEVERSER DES DECHETS RADIOACTIFS

EFFETS DES RAYONNEMENTS IONISANTS

Lettre datée du 15 juin 1990, adressée au Secrétaire général
par les Représentants permanents du Chili, de la Colombie,
de l'Equateur et du Pérou auprès de l'Organisation des
Nations Unies

Au nom des membres de la Commission permanente du Pacifique Sud, nous vous prions de bien vouloir faire distribuer la déclaration ci-jointe datée du 3 juin 1990, émanant du secrétariat général de la Commission, comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 47, 48, 50, 58 a) et m) et 74 de la liste préliminaire.

* A/45/50.

Cette déclaration réaffirme la position des membres de la Commission permanente du Pacifique Sud qui ont toujours résolument condamné les explosions nucléaires expérimentales effectuées par la France dans l'atoll de Mururoa et les dommages qu'elles causent à l'environnement marin et à ses ressources.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de la Colombie
auprès de l'Organisation des
Nations Unies

(Signé) Eurique PEÑALOSA

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de l'Equateur
auprès de l'Organisation des
Nations Unies

(Signé) José AYALA-LASSO

L'Ambassadeur,

Représentant permanent adjoint du
Chili auprès de l'Organisation
des Nations Unies,

Chargé d'affaires par intérim,

(Signé) James HOLGER

L'Ambassadeur,

Représentant permanent du Pérou
auprès de l'Organisation des
Nations Unies

(Signé) Ricardo V. LUNA

ANNEXE

Déclaration de la Commission permanente du Pacifique Sud

Santiago du Chili, le 3 juin 1990

Le 3 juin 1990, la France a repris ses explosions nucléaires dans les eaux de l'océan Pacifique.

La Commission permanente du Pacifique Sud maintient telle quelle l'opposition catégorique que les Etats qui en sont membres n'ont cessé de manifester aux explosions nucléaires et au déversement de déchets radioactifs dans le bassin du Pacifique, comme expression de leur politique commune de protection du milieu marin.

En conséquence, conformément aux instructions reçues des Etats membres de la Commission permanente du Pacifique Sud et au nom de celle-ci, le secrétariat général dénonce à nouveau le risque que ces explosions représentent pour le milieu marin et ses ressources. Il proteste vigoureusement contre les explosions nucléaires récemment effectuées et réclame énergiquement la cessation immédiate et définitive desdites expériences.
